

MCD

Bulletin de la chaire de recherche du Canada en mondialisation, citoyenneté et démocratie

Numéro 7

automne 2006

Dans ce numéro

Mot du titulaire	1
Quoi de neuf à la Chaire MCD ?	2
Analyse de Brice Armand Davakan	3-4
Analyse d'Éric Pineault et Julia Posca	5-7
Congrès LASA 2007	7
Analyse de Raphaël Canet	8-9
Analyse de René Audet	10-11
Publications	12

Aquin : entre fatigue et révolution

Par Jules Duchastel, Titulaire de la Chaire MCD



La Chaire MCD s'associe à Radio-Canada pour présenter un événement commémorant la disparition d'Hubert Aquin, il y a maintenant près de trente ans. Durant une semaine, les auditeurs de Radio-Canada pourront écouter cinq émissions radio consacrées à la pensée politique d'Hubert Aquin. Ces émissions seront immédiatement suivies de cinq tables rondes regroupant une vingtaine de participants de tous horizons. Le titre du colloque « Hubert Aquin, cinq questions aux nationalistes d'aujourd'hui » évoque des aspects de la pensée politique d'Hubert Aquin. Ces questions reformulées par les organisateurs de l'événement s'inspirent en grande partie de l'article publié dans la revue *Liberté* en 1962, intitulé « La fatigue culturelle du Canada français », mais aussi de l'œuvre littéraire de l'auteur. En effet, il y a un fort parallélisme entre la pensée politique de l'auteur qui se caractérise par une hésitation entre fatigue culturelle et nécessité de faire la révolution et ses réflexions existentielles telles qu'elles se manifestent avec éclat dans *Prochain épisode*. Cette hésitation ne peut mieux être exprimée que par cette phrase du roman : « Je suis le symbole fracturé de la révolution au Québec, mais aussi son reflet désordonné et son incarnation suicidaire. »

Ce n'est toutefois pas cette dimension tragique de l'œuvre et de la vie d'Hubert Aquin que le colloque s'approprie à traiter. Il faut rappeler que « La fatigue culturelle du Canada français » est une réponse au fameux article de Pierre Elliott Trudeau, « La nouvelle trahison des clercs », publié dans *Cité libre* en 1962. Ce dernier y développe l'idée que le nationalisme est rétrograde et source d'intolérance et de guerre. Il ne nie pas l'existence des nations et parle aussi bien de la nation canadienne-française que d'une nation canadienne-britannique. Il aspire cependant

« Idéalement, écrit Roland Barthes, la Révolution, étant une essence, a sa place partout, elle est logique et nécessaire en n'importe quel point des siècles. » Cité dans « La fatigue culturelle du Canada français », *Liberté*, No. 23, Mai 1962

« Et si la révolution ne venait jamais bouleverser nos existences ? » *Prochain épisode*, Montréal 1965

à dépasser ces conceptions fondées sur l'idée « rétrograde » de souveraineté, au profit d'une conception « constitutionnaliste » de l'État fédéral « multinational » et du « pluralisme polyethnique ». Ce n'est pas la nation qui fait problème, c'est l'idée même de souveraineté qui serait cause de tous les malheurs des peuples. On lit chez lui une position cosmopolitiste.

La réponse que lui inspire le texte de Trudeau offre l'occasion pour Hubert Aquin de développer sa conception de la nation, de la culture et de l'universalisme. Cette réponse sera cependant l'occasion d'une hésitation entre fatigue et révolution.

Nous avons organisé le colloque selon cinq thèmes développés de manière plus ou moins explicite dans cet article d'Hubert Aquin, en tentant de reformuler une question pertinente pour le présent. Sous le thème de la fatigue, nous demandons : « La souveraineté sans passion : sommes-nous retombés dans la fatigue culturelle du Canada français ? » Hubert Aquin craignait la dépolitisation de la culture. Il la concevait dans sa globalité et son hétérogénéité et observait les tendances fortes à la fragmentation en autant de manifestations spécifiques prises en charge par des appareils du pouvoir. Il craignait une dissolution de celle-ci dans un ensemble de programmes visant à la domestiquer. Mais au-delà de la conception même de la culture, il observait une fatigue croissante propre aux peuples minoritaires, empruntant de multiples figures : « l'autopunition, le masochisme, l'auto-dévaluation, la dépression, le manque d'enthousiasme et de vigueur ». En un mot, « La culture canadienne-française offre tous les symptômes d'une fatigue extrême : elle aspire à la fois à la force et au repos, à l'intriorité existentielle et au suicide, à l'indépendance et à la dépendance. »

Sous le thème de la guerre, la question se formule ainsi : « Une société du consensus : sommes-nous capables d'accepter l'affrontement et donc de résoudre les conflits ? » Ce qui est remarquable dans l'article d'Hubert Aquin, c'est sa réflexion sur le développement de la pensée qui doit se faire dans le respect de l'autre et le dialogue. Il conçoit même que la position fédéraliste est défendable : « Être ou ne pas être séparatiste relève de l'option politique... » Par contre, il conçoit également que la politique est faite de luttes, elles-mêmes

engendrées par des écarts. Il s'en prend à Trudeau qui associerait de manière abusive nationalisme et guerre, pour développer l'idée que les écarts de conditions justifient qu'il y ait des luttes politiques. Il conteste cependant que ces luttes doivent emprunter des habits guerriers. Les conflits politiques peuvent être sublimés et la condition de leur disparition est la réduction des écarts originels entre les groupes. En réponse aux positions universalistes de Trudeau, il croit en une convergence et une union de l'humanité en autant que « la cohérence universelle [ne se fasse pas] au prix de l'abdication de la personne ou des 'rameaux humains' ».

Le thème de la race peut se formuler aujourd'hui dans la question : « Sommes-nous sortis de l'ethnisme ? » Hubert Aquin reconnaissait déjà en 1962 le dépassement d'une conception ethnique de la nation. Il concevait déjà comme une « appartenance à un groupe culturel homogène dont la seule spécificité vérifiable se trouve au niveau linguistique ». Il ajoutait : « Il n'y a plus de nation canadienne-française, mais un groupe culturel-linguistique homogène par la langue. » Il est étonnant de voir converger l'analyse sociologique de Trudeau et de Aquin sur l'hétérogénéité des groupes culturels. C'est sur la solution politique que la divergence persiste.

La honte, quatrième thème dont la question se formule ainsi : « Pourquoi le Québec a-t-il honte de son passé ? », n'est pas directement abordée par Aquin, sinon à travers le constat d'une fatigue culturelle menant à un sentiment d'infériorité. Il insiste cependant, contre l'idée de transcendance universelle défendue par Trudeau qu'il est nécessaire de se tourner vers l'enracinement de la culture.

Le thème de la liberté fait écho au titre même de la revue dans laquelle Aquin s'est beaucoup impliqué. La question « Peut-on retrouver la liberté (l'émancipation) d'Hubert Aquin en 2006 ? » fait allusion à la conception ontologique de Aquin sur l'indétermination de la condition humaine et la liberté qui en découle. Elle fait aussi écho à la volonté de prendre en main son destin en remettant en question l'ordre établi par la révolution. Sans que la question se pose dans ces mêmes termes, quelle forme aujourd'hui peut emprunter l'exercice de la liberté, non seulement des individus, mais celle des peuples ?

UQÀM





Lancement en décembre 2006

Le 11 septembre 2001 a marqué le début d'une nouvelle ère, une ère de questionnement sur la sécurité nationale, les droits de la personne, les nouvelles pratiques de citoyenneté, les biens publics, le droit international et, par-dessus tout, l'unilatéralisme des États-Unis.

Inquiets et anxieux quant à leur place dans une Amérique du Nord reconfigurée, Canadiens et Mexicains s'interrogent sur les avantages à sens unique apportés par une intégration nord-américaine qui n'a pas, comme promis, généré des millions de nouveaux emplois.

Phénomène significatif, l'idée d'une culture pluraliste et continentale dont Canadiens, Américains et Mexicains font partie intégrante ne se manifeste nulle part. Personne ne mène de quête frénétique de cette « nord-américanité » dont on disait qu'elle découlerait de l'ALENA.

Après une décennie depuis la signature de cet accord commercial, quels sont les défis auxquels le Mexique et le Canada font face? Comment doivent-ils réagir à l'unilatéralisme américain face à la sécurité? Et surtout, comment le concept de « la sécurité à tout prix » intervient-il sur la souveraineté de ces deux États.

L'auteur, Daniel Drache, est directeur associé du Robarts Centre for Canadian Studies et professeur d'économie politique à l'Université York à Toronto. Ses travaux portent sur la reconfiguration de l'Amérique du Nord, la gouvernance globale et la crise de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Programme

COLLOQUE : Hubert Aquin, cinq questions aux nationalistes d'aujourd'hui



Le colloque se tiendra du 6 au 10 novembre 2006 en soirée de 20h à 22h à la salle Marie-Gérin-Jajoie de l'UQAM, local J-M400. Il s'agira de faire écho à l'émission de radio qui abordera chaque jour le même thème. Le colloque est organisé en collaboration entre la radio de Radio-Canada et la Chaire de recherche du Canada en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie de l'UQAM.

Conçu par **Michel Lacombe**, animateur à la Première Chaîne de Radio-Canada, conjointement avec **Jacques Beauchemin**, professeur au Département de sociologie de l'UQAM et directeur de recherche à la Chaire MCD, l'événement a pour but de mettre en lumière la pensée très actuelle d'Hubert Aquin, une figure majeure de la littérature québécoise, et de susciter une réflexion politique auprès des penseurs d'aujourd'hui.

Décédé en 1977, Hubert Aquin a été réalisateur et superviseur à Radio-Canada (1955-1959), en plus d'avoir agi à titre de réalisateur et de producteur pour l'Office national du film (1959-1963). Au début des années 60, il a milité au sein du Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) dont il est devenu le directeur national en 1967. Dès 1965, il s'est tourné vers la littérature et s'est fait connaître par la publication des romans *Prochain épisode* (1965), *Trou de mémoire* (1968), *L'Antiphonaire* (1969) et *Neige noire* (1974). Reconnu comme un écrivain avant-gardiste, Hubert Aquin a été lauréat de plusieurs honneurs, dont le prix Athanase-David en 1973. Parallèlement, il a aussi mené une carrière dans l'enseignement : de 1967 à 1970, il a été professeur de littérature et directeur de ce département au Collège Sainte-Marie et, de 1969 à 1970, il a enseigné la littérature à l'Université du Québec à Montréal. En 1975, il a été nommé directeur littéraire des Éditions La Presse.

<p>Lundi 6 novembre LA FATIGUE</p> <p><i>La souveraineté sans passion : Sommes-nous retombés dans la fatigue culturelle du Canada français?</i></p>	<p>Mardi 7 novembre LA GUERRE</p> <p><i>Une société du consensus : Sommes-nous capables d'accepter l'affrontement et donc de résoudre les conflits?</i></p>	<p>Mercredi 8 novembre LA RACE</p> <p><i>Sommes-nous sortis de l'ethnicisme?</i></p>	<p>Jeudi 9 novembre LA HONTE</p> <p><i>Pourquoi le Québec a-t-il honte de son passé?</i></p>	<p>Vendredi 10 novembre LA LIBERTÉ</p> <p><i>Peut-on retrouver la liberté (l'émancipation) d'Hubert Aquin en 2006 ?</i></p>
<p>Martin Meunier, Sociologie Université d'Ottawa Jacques Pelletier Études littéraires, UQAM Andrée Ferretti, auteure Andrée Yanacopoulos éditrice Point de fuite</p>	<p>Yvon Rivard, Langue et littérature française Université McGill Jean-Marc Pottle Science politique, UQAM Jean-Christian Pleau Études littéraires, UQAM Christian Dufour, ÉNAP</p>	<p>Éric Bédard TÉLUQ, UQAM Yves Couture Science politique, UQAM Lamberto Tassinari Littérature et langue moderne Université de Montréal Micheline Labelle Sociologie, UQAM</p>	<p>Jean-Philippe Warren Sociologie et anthropologie Université Concordia Joseph-Yvon Thériault Sociologie, Université d'Ottawa Denise Bombardier Journaliste et auteure Robert Comeau histoire, UQAM</p>	<p>Gilles Bourque Sociologie, UQAM Bernard Landry Stratégie des affaires, UQAM Jacques Beauchemin Sociologie, UQAM Daniel Jacques, Philosophie Collège François-Xavier-Garneau</p>



LE DEVOIR

Avec l'appui de la Faculté des sciences humaines et les Départements de sociologie et d'études littéraires de l'UQAM

Peut-on « exporter » la démocratie? Modèle de démocratie et leçon de « déséthnisation »?

par Brice Armand Davakan

La démocratie n'est pas « destinée » à s'universaliser par diffusion, exportation ou quelque œuvre civilisatrice de quelque puissance que ce soit. Car c'est précisément parce que la démocratie est universelle qu'on ne peut l'exporter. Et pourquoi la démocratie serait-elle universelle? D'abord qu'est-ce que la démocratie? Si l'on suppose qu'elle est avant tout une *idée* ou un *idéal*, comment peut-elle alors être universelle? Et par contre, à supposer qu'elle soit plutôt un ensemble de principes de gouvernement ou de gouvernance, peut-on vraiment exporter des pratiques de gouvernement? Si oui, comment et à quelles conditions?

Qu'est-ce que la démocratie?

Que l'on pense à l'Afghanistan, à l'Irak, mais aussi à la Russie ou à la Chine, ou plus généralement à l'Afrique et à l'Amérique latine, plusieurs questions se font insistantes : que signifie la démocratie dans ces espaces politiques? Au lieu de la simuler ou de la parodier, ces pays devraient-ils renoncer à la démocratie? Ou encore, si nous parlons de « vivre bien » et de « vivre ensemble », pourquoi la question se pose-t-elle en termes de « démocratie » et non pas en d'autres termes, économique ou juridique par exemple?

Considérons une définition opératoire de la démocratie, celle qui s'appuierait sur les racines étymologiques du concept : « gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple », donc conçu à la fois comme une philosophie, une *valeur* constitutive d'un objectif à atteindre (la liberté pour tous, réalisée dans l'organisation collective et conditionnée par l'égalité), et comme une *technique de gouvernement* (démocraties directe ou représentative, gouvernante ou gouvernée, instituées pour réaliser la volonté générale). Elle est donc à la fois valeur et technique, *idée* et *pratique*. On comprend alors pourquoi la devise « Liberté, Égalité, Fraternité » qui fut léguée aux révolutionnaires américains et français par les philosophes des *Lumières* va progressivement s'imposer comme le triangle fondamental des valeurs de toute intention démocratique. Historiquement, ces trois éléments ont été plus ou moins accentués selon les contextes géopolitiques des révolutions subséquentes, des Amériques où la liberté domine, à l'ex Union soviétique où primait l'égalité, en passant par la France où la solidarité sociale est saillante. Mais ces variations dans la triade Liberté-Égalité-Solidarité ne font qu'en confirmer l'essentialité dans

La démocratie n'est pas « destinée » à s'universaliser par diffusion, exportation ou quelque œuvre civilisatrice

l'institutionnalisation de toute démocratie, au-delà de ses contingences historiques. Et ces trois valeurs ne tiennent que dans des conditions de complémentarité, de triangulation, et dans les trois sphères principales de la vie sociétale : le politique, l'économique et le social. Elles sont des « valeurs » précisément parce qu'elles imprègnent « l'être et le mouvement » de toute communauté politique désirant « vivre bien » et « vivre ensemble ». Mais quelle communauté humaine - politique, anthropologique ou culturelle – n'aspire pas à ces conditions de vie?

Universelle, la démocratie?

Selon la définition ci-haut, la démocratie ne peut se résumer à un *moment* (la Révolution par exemple, ou la chute d'un régime) ni à une structure ou une forme de gouvernement; elle est surtout une « qualité sociétale » qui se développe et se maintient. Cette qualité processuelle de l'expérience démocratique fait que la démocratie devient essentiellement « histoire ». C'est dire qu'une démocratie, ses institutions nationales et son tempérament local, ne peuvent se saisir qu'à la lumière de l'histoire du pays qui la porte. Cette acception éclaire deux réalités historiquement avérées :

une démocratie, ses institutions nationales et son tempérament local, ne peuvent se saisir qu'à la lumière de l'histoire du pays qui la porte

- d'une part, toutes les démocraties à l'échelle mondiale (qu'elles soient française, anglaise ou américaine) portent la marque de leurs trajectoires historiques. Cette trajectoire s'imprime dans la forme procédurale que prend la démocratie dans chaque pays, sous l'aspect d'une « culture », et comme partie intégrante de l'identité nationale. Par exemple, Tocqueville a souligné le rôle de la religion dans la démocratie américaine, qui contraste avec celui de la laïcité dans la démocratie française. Et certaines démocraties sont encore, en fait, des monarchies parlementaires (Angleterre, Belgique, Espagne, Japon...).

- Mais d'autre part, il existe malgré ces variations de la forme, un potentiel d'universalité de la démocratie comme aspiration, comme idéal de droits et de libertés individuelles et collectives, bien que l'articulation philosophique de cet idéal soit enracinée dans les « lumières » en Occident. Universelle donc la démocratie, mais la démocratie comme *droits humains*, droit de l'Homme et droit des peuples, à la vie et au bien-être, transcendant les frontières culturelles et politiques. En effet, il est difficile de soutenir aujourd'hui que certains peuples soient plus attachés

Brice Armand Davakan, membre de la Chaire MCD, est étudiant au doctorat en sociologie à l'UQAM et assistant de recherche pour le projet CRSH dirigé par Jules Duchastel, intitulé Gouvernance mondiale : démocratisation ou privatisation du système international. L'objet de sa thèse porte sur la transformation démocratique au Bénin.

que d'autres à ces valeurs de liberté, d'égalité et de solidarité. C'est dire qu'on ne peut raisonnablement nier que les principes d'égalité et de liberté sont aussi désirables pour la femme afghane, le noir américain, le Kouli indien, que pour l'indien du Chiapas.

Or, aussi vrai qu'on ne peut exporter une « histoire », on ne peut non plus exporter la démocratie, car celle-ci n'existe nulle part à l'état pur. Dès lors, ce qu'il y aurait d'universel dans la démocratie, c'est ni plus ni moins l'éternelle aspiration humaine à la liberté, à l'intégrité et à la dignité. Et le phénomène de la mondialisation, sa densification des transports et des

**aussi vrai qu'on ne peut exporter une « histoire »,
on ne peut non plus exporter la démocratie**

communications, supprimant quasiment distances et différences entre les peuples, va décupler ces aspirations. En fin de compte, dire que la démocratie est un ensemble de valeurs magnifiant la dignité humaine, c'est aussi assumer qu'il y ait, sinon un baromètre qui permette d'en mesurer le degré de réalisation, du moins une boussole pour en ajuster constamment la trajectoire vers cet idéal. Il n'est pas dit que ces repères soient concentrés en un seul État, un seul continent ou une seule « race » humaine. Mais il s'agit d'assumer que les trois valeurs exclusives de la démocratie le sont pour la dignité humaine, pour un idéal intangible mais bien réel, et qu'en tant que telles, elles sont essentielles à la survie de l'espèce humaine globale.

Le bébé et l'eau du bain...

On l'aura compris : aucun penseur ne peut raisonnablement assumer que l'on puisse abandonner des groupes humains au seul principe des « souverainetés d'États » ; car l'histoire des relations internationales est jonchée d'exemple où la cruauté d'extrémistes – religieux ou politiques – qui, s'étant emparés des rênes du pouvoir d'État et tapis derrière les principes internationaux de non ingérence, commettent génocide et autres exactions indicibles. Ce n'est pas que d'humanisme et d'éthique qu'il s'agit ici ; mais le droit international en tant que tel, qui prit son essor au lendemain de la seconde guerre mondiale, en puisant sa raison et son objectivité de ces horreurs. C'est donc de raison qu'il s'agit plutôt que de sentiments : en Afghanistan, en Irak, comme jadis au Rwanda ou au Cambodge, la leçon fondamentale est qu'une injustice envers un groupe humain est une menace contre l'espèce humaine, d'où la notion de « crime contre l'humanité ». Reste à joindre l'acte à la pensée !

Or, il serait illusoire de penser qu'une puissance militaire, quelle qu'elle soit, à l'est ou à l'ouest, puisse « transmettre » ou « implanter » la démocratie ou

quelque autre idéologie dans un espace politique étranger. Hier (en Afghanistan aux mains des soviets ou au Vietnam aux mains des Américains), comme aujourd'hui (en Tchétchénie aux mains des Russes ou en Irak aux mains des Américains), une telle idée s'est avérée non seulement dangereuse, mais surtout contre-productive. La raison en est toute simple : face à des idées bien implantées, les canons sont impuissants. On ne peut vaincre une idéologie par des armes, et seule une pensée peut en changer une autre.

Finalement, deux conséquences sont à tirer de ces postulats : d'une part, les mouvements pacifistes dénonçant l'hégémonisme américain devraient être tout aussi proactifs, et pas seulement défensifs ; car ils nous auront habitués plus à la négation qu'à l'affirmation : « Non à la guerre, non à l'hégémonie... », mais ils sont souvent muets devant les crimes commis sous le couvert de la « souveraineté nationale ». En effet, il semble que les progrès de l'humanité, nous les devons plus aux initiatives volontaristes, solidaires, qu'aux mouvements de défense ; et il arrive que la guerre devienne le prix de la liberté, de l'égalité, et de la solidarité. Cependant, et là se trouve la seconde conséquence, aucune guerre ne peut « implanter » l'idée démocratique. La guerre ne devient le prix de la liberté, (comme en Europe Hitlérienne) que lorsque les aspirations à une société juste et égalitaire sont libérées de leurs pesanteurs sociologiques – croyances et structures socioculturelles comme outils de domination - et que ces aspirations deviennent dûment formulées par une élite représentative du reste de la population (Gandhi, Luther King, Mandela...). C'est donc l'attachement fondamentalement humain à ces valeurs qui, surmontant les aménagements culturels, culturels ou superstructurels qui en reportent la réalisation - à l'au-delà ou à la société communiste – finit par produire *une* démocratie particulière, reflétant le terreau qui la nourrit, ses couleurs et ses ardeurs, bref son histoire.

**On ne peut vaincre une
idéologie par des armes, et
seule une pensée peut en
changer une autre.**

Aujourd'hui, des millions de pacifistes musulmans, aussi attachés à leur religion que les talibans, n'attendent que des moyens et une réelle solidarité internationale (plutôt que les calculs, l'arithmétique des intérêts politiques), pour prouver que la sortie des ténèbres de la religion, l'éclairage de la raison, de même que les quêtes de liberté et d'épanouissement individuel, les idées d'égalité des genres et des races, etc. ne sont pas que des phénomènes de l'histoire occidentale, encore moins des privilèges réservés aux Européens et aux Nord-américains.

Finance et conscience de classe dans le capitalisme avancé

une note de recherche sur la « Plutonomie » par *Éric Pineault et Julia Posca*

Pendant les années 1960 et 1970, les classes sociales constituent un objet central de la sociologie et un concept incontournable pour expliquer les rapports sociaux dans les sociétés contemporaines. Toutefois à partir des années 1980, la centralité de ce concept dans la pratique sociologique est abandonnée et le déterminisme de la classe sur la production de la structure des inégalités et plus largement des conditions de vie et de l'expérience subjective des individus est de plus en plus remis en question. Ce changement de « paradigme » a atteint un point tel que la littérature sociologique actuelle compte un nombre considérable d'essais qui avancent l'idée d'une disparition des classes sociales (Dubar, 2003). Dans plusieurs des cas, cette position repose sur le constat que les sociétés contemporaines, grâce entre autres à la démocratisation de l'éducation, à la recrudescence de la mobilité sociale, et à l'amélioration des institutions et des processus démocratiques, seraient des sociétés plus égalitaires (voir par exemple Noll, 1999). Chez beaucoup d'autres auteurs, elle s'appuie sur l'idée d'une accentuation de la différenciation sociale qui rendrait marginal, voire inexistant le déterminisme de classe (voir par exemple Pakulski, 2004). Cette situation expliquerait le fait que l'on constate, au niveau des représentations, un affaiblissement de la conscience de classe, c'est-à-dire que le sentiment d'appartenance à une classe sociale ne constitue plus un aspect central de la formation de l'identité individuelle et collective.

Pourtant plusieurs études observent un creusement des inégalités au Canada. Nos propres recherches montrent comment la mise en place d'un nouveau régime d'accumulation reposant sur « le pouvoir de la finance » expliquerait la reproduction d'inégalités structurelles, structurelles parce que les acteurs sont agencés relativement à la position qu'ils occupent dans le rapport à l'accumulation. En ce sens, il serait juste d'affirmer qu'il y a au Canada la persistance d'une structure de classes, comprises comme classes objectives. Cela dit, la délimitation empirique de classes objectives n'épuise pas la problématique des classes sociales. On doit aussi s'intéresser aux classes sociales en tant que classes subjectives, c'est-à-dire en tant que concept mobilisé par des groupes à titre de référent identitaire (et servant de base à une action collective). À ce stade-ci de notre réflexion, l'enjeu de la conscience de classe pose donc problème.

En effet, comment peut-on attester d'une chose telle que la conscience de classe, alors qu'elle renvoie au sentiment subjectif que peut incorporer un individu de la société et de sa position dans cette totalité? Quels critères doit-on employer pour identifier un discours de classe? Et comment juger de la représentativité d'un tel discours, ainsi que de la crédibilité de celui qui le prononce (individu ou organisation)? Sans prétendre répondre exhaustivement à ces questions, on a choisi de porter notre attention sur du discours qui, d'une part, parce qu'ils identifient une dynamique de classe et, d'autre part, parce qu'on y défend

des intérêts propres à une classe sociale, pourraient être décrits comme des discours de classe.

Ainsi nous nous attarderons au concept de plutonomie proposé par Ajay Kapur, stratège pour la firme Citigroup qui, dans un document publié en octobre 2005, tient des propos que l'on associera à un discours de classe. Kapur développe l'idée que dans les plutonomies, économies où la croissance est principalement propulsée et soutenue par les riches (États-Unis, Royaume-Uni, Canada, Australie), la présence de clivages importants entre les classes supérieures et inférieures de la population est un facteur de création de richesse, et par le fait même de santé économique. Voyons rapidement ce qui caractérise une plutonomie. Pour Kapur, la présence d'un gouvernement pro-capitaliste, des mesures favorisant la mobilité internationale des élites et de la main-d'œuvre et une évolution technologique constante sont quelques-unes des conditions qui favorisent l'émergence et le maintien d'une plutonomie, puisqu'elles permettent

il y a au Canada la persistance d'une structure de classes, comprises comme classes objectives

la thèse sur la plutonomie est un discours performatif de classe dans lequel Kapur encourage le maintien d'asymétries économiques

une « inflation des actifs » et leur concentration dans les mains d'une frange très réduite de la population. Dans ces conditions, la croissance économique est soutenue par le pouvoir d'achat qui est garanti aux mieux nantis par leur capacité de rétention et d'accumulation de la richesse.

Les plutonomies sont donc traversées par une dynamique de classe que décrit Kapur lorsqu'il met en relief le fait que, dans ce type d'économie, on retrouve des inégalités économiques qui s'expliquent par les positions occupées par les acteurs dans le rapport à l'accumulation. Il soutient ainsi que « despite being in great shape, we think that global capitalists are going to be getting an even greater share of the wealth pie over the next few years, as *capitalists benefit disproportionately* from globalization and the productivity boom, *at the relative expense of labor* »¹ (nous soulignons). On pourrait donc dire que l'énoncé de Kapur sur la plutonomie est un discours de classe puisqu'il souligne l'existence de classes sociales caractérisées par leurs intérêts antagoniques (les capitalistes et les travailleurs), mais aussi parce qu'il y explicite les mécanismes de reproduction d'une condition de classe (les conditions d'existence et de maintien de la plutonomie).

En outre, on avancera l'idée que la thèse sur la plutonomie est un discours performatif de classe dans lequel Kapur encourage le maintien d'asymétries économiques, par exemple en affirmant que « *society and governments need to be amenable to disproportionately allow/encourage the few to retain that fatter profit share* »² (nous soulignons). L'intérêt pour un stratège d'une des plus grandes compagnies

Éric Pineault est professeur au département de sociologie de l'UQAM et directeur de recherche à la Chaire MCD. Il a créé le Collectif d'analyse sur la financiarisation du capitalisme (CAFCA). Il sera responsable du colloque de la Chaire MCD qui portera sur les classes sociales. Ce colloque se tiendra en mai 2007 dans le cadre du congrès de l'ACFAS. Julia Posca est chercheur au CAFCA et membre de la Chaire MCD. Elle effectue présentement un séjour en Argentine.

la thèse sur la plutonomie est une convention d'interprétation, au sens qu'a donné André Orléan à ce concept.

1- KAPUR, Ajay, MACLEOD, Niall et SINGH, Narendra, « Revisiting Plutonomy : The Rich Getting Richer », *Equity Strategy Industry Note*, Citigroup, 5 mars 2006, p. 2.



de services financiers au monde de voir une telle structure se reproduire est de développer une stratégie de placement dont les résultats reposent sur l'existence de ces inégalités. Or c'est entre autres parce que des intérêts sont en jeu que l'on peut parler de classe sociale. Le discours est donc performatif puisqu'il vise une pratique de classe, parce qu'il sous-tend un projet dont l'objectif est la défense d'intérêts associés à une classe sociale.

Enfin, du discours de Kapur se dégage une vision de la société et des rapports sociaux qui est diamétralement opposée au discours « dominant » sur l'inégalité, pour dire ainsi. Kapur affirme que « there is no such thing as « The U.S. Consumer » or « U.K. Consumer », but rich and poor consumers (...) with different savings habits and different prospects. The rich are getting richer; they dominate spending. » et « so long as economies continue to grow, and enough of the electorates feel that they are benefiting and getting rich in absolute terms, even if they are less well off in relative terms, there is little threat to Plutonomy in the U.S., U.K., etc. » Autrement dit puisqu'elles favorisent la croissance économique, Kapur encense les inégalités, position qui, cela va de soi, est peu défendue sur la place publique. Il est donc significatif de voir émerger un énoncé aussi explicite sur un « phénomène » qui, par ailleurs, a pratiquement disparu de la sphère publique et des débats en sociologie³.

L'analyse du document de Citigroup sur la plutonomie, combinée à celle de la couverture médiatique qui a entouré sa publication, nous amène à formuler une autre hypothèse, à savoir que la thèse sur la plutonomie est une convention d'interprétation, au sens qu'a donné André Orléan à ce concept.

La convention d'interprétation nous permet de comprendre le mécanisme de fonctionnement des marchés financiers, puisque c'est elle qui rend possible la liquidité des titres. Pour les investisseurs, c'est l'adhésion à un « modèle d'interprétation », ou « modèle d'évaluation » de l'environnement d'investissement, pour dire ainsi, qui fonde la confiance dans le marché, confiance dans le fait que les rendements futurs de la Bourse seront assez intéressants pour justifier qu'une somme y soit investie. En effet, « ce que cherchent les investisseurs, c'est une nouvelle saillance crédible qui puisse faire l'unanimité du marché et lui permettre de rebondir⁴. » En d'autres mots, la convention d'interprétation détermine l'action des acteurs financiers et la manière dont ils vont se comporter face aux transformations que subissent les marchés. C'est pour cette raison qu'Orléan les qualifie de « structurantes ».

Dans le document publié par Citigroup, Ajay Kapur affirme que « the risk premium on equities that might derive from the dyspeptic « global imbalances » school is unwarranted ». De fait, la croyance dans les effets néfastes de ces déséquilibres produits une sous-évaluation du cours des titres qui n'a pas lieu d'être si on les envisage sous l'angle de la plutonomie. La thèse de la plutonomie répond donc au besoin de formuler un nouveau modèle interprétatif qui serait capable de rétablir la confiance des investisseurs dans le marché – dans les mots de Kapur, cela signifie qu'il est nécessaire de « bang the drum on plutonomy » (Kapur, 2006 : 1). On ne s'étonnera donc pas de voir que ce qui ressort surtout dans les articles qui ont été publiés sur le sujet, c'est l'idée qu'avec la thèse sur la plutonomie en main, il n'y a pas lieu de s'inquiéter des déséquilibres qui affectent l'économie mondiale. Au contraire, retiennent la plupart des auteurs, tant que le pouvoir d'achat des riches sera maintenu, les indicateurs économiques de croissance continueront d'être encourageants. Michael R. Sesit de l'agence new-yorkaise Bloomberg News résumera donc : « in [Kapur's] view, the rich are bailing out the rest of the economy. They spend, and they buy imported goods, and no one gets hurt⁵. »

On peut donc voir la plutonomie comme un nouveau « paradigme », une nouvelle « convention boursière »

On peut donc voir la plutonomie comme un nouveau « paradigme », une nouvelle « convention boursière » dans laquelle l'élément central d'explication est le maintien et l'accentuation, dans plusieurs pays anglo-saxons, des inégalités entre riches et pauvres. Le fait de mettre l'accent sur un élément et de nier ou de minimiser d'autres facteurs qui pourraient porter atteinte au modèle ainsi construit est une caractéristique même de la convention d'interprétation. « Cette sous-estimation des anomalies », nous dit Orléan, « est une conséquence de la convention en tant qu'elle est un dispositif cognitif qui hiérarchise les données. » (Orléan, 1999 : 178) Ainsi le stratège de Citigroup reconnaît que certaines menaces pèsent sur la survie des plutonomies (mesures protectionnistes, politiques limitant l'immigration, etc., mais surtout hausse du mécontentement face à l'accroissement des inégalités et à l'absence de politiques redistributives), or il conclut que « a backlash against plutonomy is probable at some point. However, that point is not now. » (Kapur, 2005 : 25) La convention doit être univoque pour que les agents y adhèrent.

l'écho médiatique qu'a connu le document de Kapur reflète probablement l'enthousiasme de la communauté financière face à l'arrivée de ce nouveau modèle

Bien sûr pour être en mesure de convaincre la communauté financière de la validité d'une nouvelle convention d'interprétation, le contenu empirique est d'une grande importance – Kapur affirmera en entrevue au *International Herald Tribune* que « people are willing to look at a new interpretation if you back it up with hard data⁶ » ; cela dit, on peut penser que

2- KAPUR, Ajay, MACLEOD, Niall et SINGH, Narendra, « Plutonomy : Buying Luxury, Explaining Global Imbalances », Equity Strategy Industry Note, Citigroup, 16 octobre 2005, p. 10.

3- À cet effet il est intéressant de constater que le discours qui fait « l'éloge de la richesse » semble aussi occuper une place de plus en plus grande dans le paysage médiatique québécois. On en tient pour preuve la multiplication des publications qui louangent les riches étant donné leur apport considérable à la croissance et à la prospérité de l'économie, ou qui accusent les « groupes de pression » de gauche de freiner la croissance économique de la province. Voir par exemple : NADEAU, Michel. « Leur fric me tue ! », L'Actualité, vol. 30, no 13, 1er septembre 2005, p. 32; BISSON, Bruno, « Conseil du Patronat du Québec. Les groupes communautaires nuisent à la prospérité, selon le président », La Presse, jeudi 18 mai 2006, p. A12; DUBUC, Alain, Éloge de la richesse, Montréal, Voix parallèles, 2006; BOUCHARD, Lucien et al. Manifeste pour un Québec lucide, 19 octobre 2005.

4- ORLÉAN, André. *Le pouvoir de la finance*, Paris, Odile Jacob, 1999.

5- SESIT, Michael R. « Investors Win if the Rich Keep Buying : Citigroup Strategist Says Wealthy are Recession-Proof », *National Post*, 21 mars 2006, p. FP8.

6- SMITH, Patrick L. « Bubble, Schmubble – Foil or Trouble? », *International Herald Tribune*, 22 avril 2006.

le statut de celui qui énonce cette convention est tout aussi important. De la même façon qu'en temps de crise financière, seules les autorités politiques ont les moyens (symboliques) d'énoncer une nouvelle convention qui permettra une sortie de crise. Or à titre de stratège d'une des plus grandes entreprises de services financiers au monde, Ajay Kapur doit sans aucun doute jouir d'une solide réputation auprès des acteurs de la finance.

À cet effet, l'écho médiatique qu'a connu le document de Kapur reflète probablement l'enthousiasme de la communauté financière face à l'arrivée de ce nouveau modèle. Ainsi Patrick L. Smith du *International Herald Tribune* souligne le fait que la thèse de la plutonomie semble avoir séduit « those who say the continued buoyancy of global stock prices is justified [and whose] search for an elusive *new paradigm* is an effort to add weight to this contention » (nous soulignons). On ne sera donc pas étonné de constater qu'elle a avant tout retenu l'attention de la presse économique – *Financial Times*, *The Economist* (Londres), *TheStreet.com* (New York), *LesInvestisseurs.net* (Bruxelles) –, mais aussi que les journaux généralistes où sont parus des articles sur le sujet sont publiés dans

des centres financiers – *The Independent*, *The Telegraph* (Londres), *The Standard* (Hong Kong), *The Globe and Mail* (Toronto), *Deccan Chronicle*, *Business Line* (Chennai, Inde). La presse remplit ici la fonction de diffuser dans la communauté financière ce nouveau modèle interprétatif, et de (tenter de) susciter par le fait même des « interactions mimétiques autoréférentielles ». Chercher l'adhésion à une convention d'interprétation, c'est influencer des comportements dont les conséquences vont justement confirmer la validité de ce « paradigme ». C'est ce qu'on appelle communément une prophétie autoréalisatrice. Si la croyance dans la convention de la plutonomie se consolide au sein des acteurs de la finance, les mécanismes décrits par Ajay Kapur pourrait effectivement s'accroître (accumulation de la richesse qui approfondit l'écart

Chercher l'adhésion à une convention d'interprétation, c'est influencer des comportements dont les conséquences vont justement confirmer la validité de ce « paradigme ».

entre riches classes moyenne et pauvre) et on verrait réciproquement se renforcer le modèle interprétatif proposé (croyance dans le fait que ces inégalités favorisent la croissance économique). L'autoréalisation de la plutonomie repose donc, comme le résume bien Patrick L. Smith, sur « whether, and how quickly, financial markets as a whole will incorporate new thinkings on old subjects ».

Le Congrès de LASA (Latin American Studies Association) à Montréal en 2007

par Victor Armony

L'année prochaine sera une année exceptionnelle pour les latino-américanistes du Canada et, tout particulièrement, du Québec. Le Congrès de LASA (*Latin American Studies Association*) aura lieu à Montréal du 6 au 8 septembre 2007. LASA organise les rencontres les plus importantes au monde dans le domaine des études latino-américaines et caraïbes, avec une participation moyenne de 5000 panelistes. Les Congrès de LASA ont normalement lieu dans une grande ville états-unienne à tous les 18 mois. La rencontre de l'automne 2007 était programmée à Boston, mais les membres de l'association se sont massivement prononcés, dans le cadre d'un référendum, pour que l'événement soit déplacé à l'extérieur des États-Unis, cela dans le but de manifester leur désaccord avec la politique de l'administration Bush au sujet de l'octroi restrictif de visa aux Latino-américains, en général, et aux Cubains, en particulier. Les directeurs de LASA ont visité plusieurs villes au Canada et au Mexique et ont décidé de retenir Montréal en raison de l'excellente qualité des services offerts, de l'ambiance socioculturelle de la ville et du dynamisme de sa communauté académique. Bien qu'organisé par le bureau de LASA, situé à l'Université de Pittsburgh, le Congrès confie certains mandats aux latino-américanistes locaux. Un Comité local a été formé, avec des représentants de plusieurs institutions québécoises. L'Exécutif de ce Comité est constitué de quatre professeurs, un pour chaque université montréalaise (Philip Oxhorn de McGill, Graciela Ducatenzeiler de l'Université de Montréal, Jean François Mayer de l'Université Concordia et moi-

même pour l'UQAM) et d'une représentante de la société civile (Madeleine Desnoyers, de Droits et Démocratie). Le Comité local aura, entre autres, la responsabilité d'organiser le grand événement inaugural, d'effectuer la levée de fonds pour des bourses de voyage et d'établir des liens avec la communauté intellectuelle, politique et artistique de Montréal. Pour la première fois de l'histoire de LASA, le congrès est organisé en partenariat avec une association « étrangère », l'Association canadienne des études latino-américaines et caraïbes (ACÉLAC). Un accord a déjà été signé entre les deux organismes. Aussi, il faut signaler que, à la demande du Comité local, le français a été reconnu pour la toute première fois comme l'une des langues officielles du congrès (avec l'anglais, l'espagnol et le portugais). Montréal s'affirme ainsi comme carrefour francophone dans les Amériques. Je tiens également à mentionner que, à l'occasion de la rencontre de septembre prochain, un projet interuniversitaire sur les études latino-américaines à Montréal – avec la participation de la Chaire MCD – sera lancé. Les détails sont cependant encore à définir. Bref, le Congrès de LASA 2007 permettra aux latino-américanistes québécois de révéler à leurs collègues des quatre coins du monde la grande qualité, diversité et originalité de leur travail.

Victor Armony est professeur au département de sociologie de l'UQAM et directeur de recherche à la Chaire MCD. Il est également directeur de la revue de l'Association canadienne des études latino-américaines et caraïbes (ACÉLAC.)



Mobilisations populaires et démocratie¹

Retour sur les élections présidentielles au Mexique, Par Raphaël Canet

Raphaël Canet est enseignant en sociologie à l'UQAM, membre du collectif AlterUQAM et chercheur associé à la Chaire MCD. Dans le cadre de sa collaboration avec la Chaire, il est cochercheur d'un projet CRSH dirigé par Jules Duchastel et intitulé *Gouvernance mondiale : démocratisation ou privatisation du système international*.

L'histoire ne cesse de trébucher au Mexique. L'arrivée à la présidence, en 2000, de Vincente Fox et son Parti de l'action nationale (PAN), avait été perçue comme une véritable transition vers la démocratie dans ce pays où un seul parti, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), s'était enraciné au pouvoir depuis plus de 70 ans. Cette alternance devait soi-disant permettre de moraliser la vie politique et de démanteler, au moins en partie, un système de corruption généralisé. L'enjeu de cette élection avait donc été principalement politique puisqu'elle ne visait qu'à favoriser l'inflexion démocratique du régime en *sortant* le PRI de la présidence. Sur le plan économique en effet, le programme du PAN se situait dans la continuité du virage néolibéral opéré par le PRI lui-même dans les années 1990, lorsque le parti, pragmatique, avait abandonné sa doctrine du « nationalisme révolutionnaire » pour se lancer dans le libre-échange en signant l'ALENA.

Les analystes politiques attendaient beaucoup des élections présidentielles de 2006². L'ancrage démocratique du régime semblait acquis et il apparaissait dès lors possible d'avoir un vrai débat de société, de choisir entre deux modèles de développement pour le pays. Soit la continuité du programme néolibéral avec le candidat du pouvoir (PAN), Felipe Calderón qui, avec pour slogan *Un pays gagnant*, fait le pari des bienfaits de la mondialisation pour le Mexique et parie sur les effets vertueux de la libéralisation des marchés. Soit le retour à un développement national qui tourne le dos au libre-échange et favorise une conception interventionniste de l'État, avec Andrés Manuel López Obrador du Parti de la Révolution démocratique (PRD), le candidat du peuple, scandant *Les pauvres d'abord*. Or l'issue du scrutin de juillet 2006 en a décidé autrement. Le Mexique se révèle toujours aux prises avec le même défi, celui d'une réelle démocratisation de sa vie politique.

Une élection, deux présidents

Les élections présidentielles du 2 juillet dernier ont-elles été truquées ? De nombreux indices semblent le confirmer, mais là n'est pas notre propos. Notons simplement qu'avec seulement 240 000 voix d'écart au final et dans un climat de profonde méfiance du fait des multiples témoignages de malversations, un recomptage aurait été judicieux. Or, malgré les revendications des centaines de milliers de partisans d'Obrador qui ont occupé le centre-ville de Mexico pendant tout l'été, seulement 9% des bulletins de vote ont été recomptés et, finalement, le Tribunal fédéral électoral a rejeté, le 5 septembre dernier, les allégations de fraude et a déclaré Calderón président légitimement élu. Le PAN se maintenait ainsi au pouvoir pour un second mandat.

Devant ce qu'ils considèrent comme une manipulation d'un pouvoir institutionnel devenu illégitime, Obrador et ses partisans ont décidé d'en appeler au peuple. Si la démocratie ne peut jaillir des urnes, elle se manifestera dans la rue. Ainsi, au terme de deux mois et demi de mobilisations populaires au cœur de Mexico, le PRD a organisé, les 15 et 16 septembre, un Congrès national démocratique qui, par un vote à main levée, a désigné Obrador président légitime du Mexique. Celui-ci a dès lors formé un gouvernement itinérant, issu d'une large coalition de partis de gauche, qui parcourt l'ensemble du pays pour faire valoir sa cause.

Une élection, deux présidents, deux sources de légitimité. Un scénario qui ressemble fort à la Révolution orange en Ukraine, et qui n'est pas non plus sans rappeler la première élection de Georges W. Bush en 2000 où tout s'est joué par quelques voix, en Floride. Le peuple, floué par une grossière fraude électorale, l'avait emporté en Ukraine. En revanche, le résultat des urnes, si serré soit-il, avait été finalement respecté aux États-Unis afin de préserver la légitimité et l'intégrité des institutions politiques et du processus démocratique.

Le Mexique traverse aujourd'hui une profonde crise politique qui fait éclater au grand jour la fragilité de son régime démocratique.

Le Mexique traverse aujourd'hui une profonde crise politique qui fait éclater au grand jour la fragilité de son régime démocratique. Quand

l'on ne peut plus se fier aux règles institutionnelles pour faire valoir la volonté du plus grand nombre, quand le système politique et les processus de prise de décisions sont détournés par quelques uns à leur profit, il devient nécessaire d'ouvrir de nouveaux espaces démocratiques. Cela passe inexorablement par la rupture institutionnelle. Si la *chose publique* n'est plus garantie par les processus démocratiques, c'est l'*espace public* qui doit être investi. Et si les institutions politiques sont trop corrompues pour pouvoir réellement répondre aux aspirations populaires, c'est en marge de celles-ci, au sein de nouveaux modes d'organisation, que se redéploiera la démocratie. Tel fut d'ailleurs le message lancé dès 1994 par les Zapatistes dans le Chiapas mexicain. Pour contrer l'offensive néolibérale, l'EZLN (Armée zapatiste de libération nationale) faisait le choix de *changer le monde sans prendre le pouvoir*³, c'est-à-dire de privilégier l'autonomie locale des peuples autochtones dans tout le territoire zapatiste plutôt que de renverser le pouvoir central. Il s'agissait de faire de la politique autrement, *par le bas*. Répondre à l'impasse de la démocratie représentative en explorant les voies nouvelles de la démocratie participative de proximité. La crise politique actuelle favorisera-t-elle la convergence des forces sociales progressistes au Mexique ? Le défi est de taille, compte tenu de deux difficultés majeures : d'une part, la fragmentation de la gauche mexicaine et, d'autre part, l'option localiste des Zapatistes.

1- L'auteur remercie Stéphane G. Marceau, Yanick Noiseux, Claude Rioux et tous les membres du GIRA pour la richesse de leurs analyses.

2- Leopoldo Gómez, « Mexique : A gauche, vraiment ? Un véritable choix de société », *Courrier international*, n° 817, 29 juin 2006.

3- John Holloway, *Change the World Without Taking Power : The Meaning of Revolution Today*, Londres, Pluto Press, 2002.

La fragmentation de la gauche mexicaine

La gauche mexicaine se trouve en effet divisée en quatre grandes tendances⁴. La première est constituée d'organisations structurées en partis politiques qui agissent au sein du cadre institutionnel et qui entendent atteindre leurs objectifs par le biais du jeu électoral. Le PRD de López Obrador se situe dans cette option. La seconde est formée par le mouvement zapatiste qui s'est engagé dans une stratégie médiatico-militaire pour faire la jonction entre la problématique indigène et les revendications démocratiques et populaires, tout en critiquant fermement la classe politique mexicaine dans son ensemble. La troisième tendance, plus marginale, comprend les groupes marxistes orthodoxes qui continuent de prôner la lutte armée comme moyen de transformation sociale, et que l'on retrouve dans différentes régions du pays. La quatrième composante, la plus hétéroclite, est composée d'intellectuels et de groupes de la société civile mexicaine qui font valoir leurs opinions politiques de gauche en intervenant dans le débat public. Dans cette perspective fragmentaire, le défi qui se pose est celui du facteur d'unité et de la stratégie d'action.

Est-il possible de transformer le Mexique par la voie institutionnelle? Si oui, la gauche partisane est-elle à même de rassembler l'ensemble des aspirations populaires? En fait, les deux questions sont liées du simple fait que la plus grande critique qui est adressée à ce qu'on appelle la gauche institutionnelle, c'est son décalage par rapport aux mouvements sociaux et aux groupes populaires. En fait, les partis de gauche au Mexique souffrent du même mal qui affecte l'ensemble du système politique, soit la déconnexion entre la classe politique et la population. Tel est d'ailleurs le message que martèlent les Zapatistes lorsqu'ils logent l'ensemble de la classe politique mexicaine à la même enseigne de la trahison et de la décomposition. Selon le sous-commandant Marcos, il n'est pas possible de faire confiance à la classe politique mexicaine parce que le consensus néolibéral transcende les partis, tout comme le plan Puebla-Panama, parce que tous souffrent de corruption et de clientélisme, voire sont liés au narcotraffic.

L'option localiste des Zapatistes

Cette critique radicale qu'adresse le mouvement zapatiste au système politique mexicain en particulier, et à la démocratie représentative en général, débouche sur l'option localiste qu'il met de l'avant. En effet, dès le début de l'insurrection zapatiste (1994) et suite aux Accords de San Andrés (1996), l'EZLN avait fondé son projet de transformation sociale sur des initiatives locales, communautaires. Cette optique fut renforcée au mois d'août 2003 lorsque les Zapatistes ont annoncé la création des *Juntas de buen gobierno*, formes de gouvernement communal autonome émancipées de la tutelle de l'organisation militaire. L'idée à la base de cette option était qu'il était vain de se lancer dans un vaste projet de réforme des institutions à l'échelle nationale puisque pour véritablement changer la situation des populations autochtones et opprimées il

fallait commencer par s'organiser localement et changer les pratiques pour refonder le politique sur une base communautaire et participative. Cette optique localiste des Zapatistes rend ainsi difficile tout projet de convergence des forces de gauches afin d'élaborer un projet national de démocratisation.

Convergence entre la gauche partisane et les zapatistes?

Pourtant, plusieurs éléments semblent témoigner d'un certain rapprochement entre ces tendances divergentes. Tout d'abord, l'*Otra Campaña* lancée officiellement par les Zapatistes en janvier 2006, mais annoncée par Marcos et rebaptisé pour l'occasion « délégué zéro », dans sa 6ème Déclaration de la forêt Lacandone, constitue un changement dans la stratégie et l'échelle d'action du mouvement. En lançant cette « offensive politique non électorale », les Zapatistes ont entrepris une tournée politique dans tous le pays afin d'écouter et de parler aux gens du peuple, sans intermédiaires, pour élaborer avec eux un programme national de lutte⁵. Un programme qui soit « de gauche, anticapitaliste et antinéolibéral,

la récente crise électorale et le conflit des légitimités qu'elle a engendrés semblent finalement avoir débouché sur un projet de renouveau de la vie politique dans ce pays

pour la justice, la démocratie et la liberté du peuple mexicain ». Cette campagne alternative permettrait à la fois d'expérimenter de nouvelles manières de faire de la politique en période électorale, en permettant à tous de contribuer à la rédaction du programme de transformation sociale, tout en sensibilisant l'ensemble de la population mexicaine à la situation tragique des peuples autochtones et autres opprimés du pays (dont les événements d'Atenco et d'Oaxaca ont révélé l'ampleur et l'actualité). Par ailleurs, le *plantón* organisé par les partisans d'Obrador durant tout l'été au centre-ville de Mexico, la tenue du Congrès national démocratique et la nomination d'un gouvernement itinérant (alors que l'*Otra campaña* zapatiste a été interrompue début mai, suite aux événements d'Atenco, et s'est installée à Mexico en signe de protestation), semblent témoigner d'une volonté de rapprochement entre la classe politique et sa base sociale. Finalement, sans pour autant appuyer le PRD, les Zapatistes ont reconnu, dès l'issue du scrutin, la victoire d'Obrador. Quant à ce dernier, il a fortement insisté sur la nécessité de créer une large coalition des partis de gauche qui oeuvrerait « pour le bien de tous, les pauvres d'abord⁶ ».

Si les élections présidentielles de 2006 nous ont révélé que l'alternance de 2000 n'a été qu'une étape vers la transition démocratique au Mexique, la récente crise électorale et le conflit des légitimités qu'elle a engendrés semblent finalement avoir débouché sur un projet de renouveau de la vie politique dans ce pays. La situation est certes dangereusement instable mais la perspective de convergence des forces progressistes laisse supposer que ce à quoi nous assistons aujourd'hui au Mexique, ce n'est pas tant une crise du politique, qu'une crise des institutions démocratiques. Reste à ne pas décevoir les immenses attentes du peuple.

4- Gilberto López y Rivas, « La gauche au Mexique : problèmes et perspectives », *Alternatives Sud*, vol.XII, n°2, 2005, p. 191-213.

5- Stéphane G. Marceau, « L'Autre campagne du mouvement zapatiste », *Chronique des Amériques*, n°5, février 2006.

6- Lisa-Marie Gervais, « L'autoproclamation de López Obrador est minimisée par le PAN », *Le Devoir*, 18 septembre 2006.

Problématiser la recherche activiste : le parcours du Collectif AlterUQAM dans les forums sociaux *par René Audet*

René Audet, membre de la Chaire MCD et du collectif AlterUQAM, est étudiant au doctorat en sociologie à l'UQAM et assistant de recherche pour le projet CRSH dirigé par Jules Duchastel, intitulé *Gouvernance mondiale : démocratisation ou privatisation du système international*.

Cette année encore aura lieu le Forum social mondial (Nairobi, du 25 au 29 janvier 2007), rendez-vous annuel du mouvement altermondialiste¹. Et cette année encore de nombreux membres de la collectivité UQAMienne – professeurs, chercheurs et étudiants – seront de la partie pour étudier, analyser, participer et apprendre de l'essor fantastique qu'a connu ce mouvement depuis le fameux forum de Porto Alegre en 2001. L'affluence des « académiques » dans les forums sociaux est d'ailleurs devenue plus qu'une évidence : elle peut même être source de tension pour ceux qui considèrent que cet « espace délibératif mondial » est trop souvent utilisé comme un objet ou un terrain de recherche, ou pire une destination de « militantisme touristique ». Dans ce contexte, il est essentiel non seulement de justifier la présence des universitaires auprès des mouvements grassroots, mais aussi de la mettre en valeur. C'est dans ce contexte que s'est développée la réflexion sur la recherche activiste, un thème qui devrait intéresser différents intervenants de l'UQAM...

La recherche activiste ne possède pas encore de définition précise, bien que l'on puisse sans aucun doute en énumérer certaines caractéristiques. De façon générale, il s'agit d'abord d'une recherche conduite depuis les mouvements de transformation sociale qui est motivée par les besoins, directs ou indirects, exprimés par les mouvements sociaux et les secteurs exclus de la population. Elle s'inspire également d'une approche critique de la réalité et vise l'action en vue de la transformation sociale par la création de connaissances dont la valeur réside dans leur effectivité à générer des changements sociaux. L'approche de la recherche activiste met de l'avant le paradigme de la centralité des conflits sociaux dans l'action de transformation et de leur nécessaire visibilité et compréhension afin de fournir de nouveaux éléments de mobilisation; elle émerge des relations mouvantes entre le sujet investigateur et le sujet enquêté selon un processus en recomposition constante qui place au cœur de sa démarche méthodologique l'enquête participative de terrain et le pragmatisme. La recherche activiste devrait générer des connaissances gratuites, libres, publiques, inclusives et non discriminatoires.

En somme, la recherche activiste interroge non seulement le rapport du chercheur à son objet, mais aussi plus largement le rapport de l'Université à l'ensemble de la société. Au-delà du travail – par ailleurs original et remarquable – du service aux collectivités de l'UQAM, on peut se demander s'il n'est pas possible, dans cette « Université du peuple » qu'est l'UQAM, de pousser plus avant ces deux réflexions. C'est la mission que s'est donné le Collectif AlterUQAM lors des trois dernières années en organisant des ateliers et des conférences lors des forums sociaux mondiaux. Voici l'état de la réflexion et des débats qui se tiennent au forum à ce sujet.

Université et société civile : une nouvelle alliance est possible²

La conférence organisée par AlterUQAM et ses partenaires lors du FSM 2005 succédait au premier Forum social de l'éducation lors

duquel le sociologue portugais et figure de proue du mouvement altermondialiste, Boaventura Sousa Santos, a proposé la création d'une « contre-université mondiale, capable de répandre un savoir de haute qualité sans reposer sur le système élitiste de l'université traditionnelle. S'insérant dans la structure actuelle du Forum social mondial, cette institution fonctionnerait sur la base de séminaires et d'ateliers de haut niveau en faisant appel à un réseau mondial utilisant l'Internet »³.

la recherche activiste interroge non seulement le rapport du chercheur à son objet, mais aussi plus largement le rapport de l'Université à l'ensemble de la société

La simple proposition d'une contre-université traduit une critique de l'Université telle qu'on la connaît. La critique du « système élitiste de l'université traditionnelle » peut d'ailleurs aussi se formuler contre plusieurs distinctions conventionnelles qu'on y trouve. D'une part, la distinction entre la recherche menée à l'université et la recherche menée par la société civile devrait être relativisée, car il s'agit d'une division artificielle – voire construite socialement – qui exagère la différence entre les recherches produites des deux côtés, et qui tend à donner aux ténors de la recherche officielle et universitaire le pouvoir de légitimer certaines méthodes et approches et d'en discriminer d'autres sur la base d'une conception figée et naïve de l'objectivité scientifique. Ce pouvoir de légitimation d'un certain discours doit être interrogé à la lumière des intérêts qu'il défend très souvent.

D'autre part – et dans la suite logique de ce qui vient d'être mentionné – il est possible de reconsidérer la dualité théorie/pratique. Michael Hardt affirmait lors de cette conférence qu'il ne faut plus penser les rôles de l'université et de la société civile comme une dualité théorie (université) vs pratique (société civile), mais plutôt comme une dualité théorie-théorie. Le fait est que la société civile produit aussi beaucoup de théorie et qu'elle est souvent en avance sur les chercheurs à ce niveau. Il serait dans l'intérêt des chercheurs universitaires comme des organisations de la société civile de se rapprocher les uns des autres pour partager des points de vue et des méthodes et pour fonder une nouvelle légitimité de la recherche.

Ce débat reste cependant fortement théorique, et la manière privilégiée pour effectuer ce rapprochement reste indéterminée à ce stade. C'est dans l'optique d'explorer cette question qu'AlterUQAM a pensé la problématique de l'atelier organisée pour 2006, deuxième volet de notre réflexion sur la recherche-activiste

Reconstruire des frontières par la promotion de la recherche activiste⁴

Depuis 2003, le Forum social mondial est le théâtre de stratégies de la part d'acteurs qui tendent à former des réseaux afin d'élargir la réflexion autour de la recherche activiste, de collaborer, de partager des expériences, des résultats et des projets. L'élaboration de stratégies concrètes est un élément crucial qui fait parfois défaut lors de ces efforts de convergence, et l'objectif de l'atelier de 2006 à Caracas était précisément de se consacrer à penser et à problématiser la recherche activiste. La conclusion

1- L'auteur tient à souligner la contribution importante des autres membres du Collectif AlterUQAM au travail qui a mené à cet article, et plus spécialement Raphaël Canet et Nathalie Guay.

2- Il s'agit du titre de la conférence organisée par AlterUQAM au Forum social mondial de Porto Alegre en 2005. Pour un compte-rendu plus détaillé, voir *Bulletin Oeconomia Humana*, mars 2005, page 22-25. En ligne : <http://www.crsdd.uqam.ca/publication/?page=bulletinOH> Cette conférence a posé les jalons de la formation du Réseau international des chercheurs activiste (INoSA).

3- TerraViva. 2005. Couteruniversity – Boaventuras Santos. En ligne : <http://www.ipsterraviva.net/tv/wsf2005/default.asp>

4- Il s'agit du titre de l'atelier organisé par AlterUQAM et le réseau INoSA en 2006 au forum social mondial polycentrique de Caracas.

principale de cet atelier est que les solutions se trouvent surtout au niveau local, et qu'il existe des exemples variés à partir desquels cette problématique peut être considérée.

Un premier exemple, inspiré des « brigades de politisation cubaine », provient d'un mouvement qui nous est familier : l'organisation ATTAC-Québec, qui présentait par l'entremise de son président Robert Jasmin, l'initiative d'une trousse citoyenne conçue en collaboration avec des professeurs et des chercheurs des universités québécoises. Ce « coffre à outils de réflexion citoyenne » contient une cassette et des fascicules d'information sur de multiples enjeux sociaux, politiques, environnementaux, etc. qui ont pour but d'aider les gens à comprendre des problématiques et à se positionner politiquement. Ce sont les universitaires qui, anonymement et de manière accessible pour tous, offrent leur réflexion sur les thèmes suggérés par ATTAC-Québec. De plus, le contenu des fascicules n'est pas définitif, il est en quelque sorte interactif puisque les « usagers » peuvent y contribuer par leurs réflexions, leurs critiques et leurs ajouts. À quel point cette démarche de collaboration entre des chercheurs et un mouvement social peut-elle être considérée comme un exemple de recherche activiste. Il s'agit d'un exemple où le savoir académique est rendu accessible aux citoyens dans un processus d'éducation populaire qui est loin d'être étranger à la problématique de la recherche activiste.

Le deuxième exemple est plutôt historique, et se situe dans un contexte entièrement différent : celui de la guérilla colombienne des années soixante-dix. C'est Carlos Vidales, professeur à l'Université de Stockholm, qui témoignait de son expérience en tant que responsable de l'éducation dans les villages ruraux et forestiers contrôlés par la guérilla. Les paysans des régions reculées n'avaient aucune idée de ce qui se passait autour d'eux, ni aucune ressource pour aborder les problèmes quotidiens qui les préoccupaient. Devant cette situation, et sur la base d'une méthodologie empruntée à la recherche-action, le professeur Vidales et les communautés ont entrepris la création de journaux locaux et l'établissement de réseaux d'échange d'information. L'expérience fut un succès puisque plus de 100 journaux ont été créés dès la première année. Aujourd'hui, ce sont ces mêmes

communautés qui accusent le gouvernement de violation des droits de l'homme et qui rapportent les précieuses informations pouvant servir de preuve.

Il est remarquable que ces deux expériences soient centrées sur la circulation de l'information, élément qui doit sans doute être au centre de la réflexion sur la recherche-activiste. Cependant, de tels exemples ne permettent pas encore vraiment de déterminer la place et le rôle des chercheurs activistes au sein même de leur institution, l'Université, ni au sein du Forum social mondial afin de contribuer au mouvement altermondialiste et au processus des forums sociaux. Dans ce contexte, le Collectif AlterUQAM a conclu qu'il fallait continuer le travail de deux manières : par un engagement envers le processus du Forum social québécois actuellement en branle et par la poursuite de la réflexion sur la recherche activiste dans le cadre des forums sociaux.

Vers le Forum social québécois et le Forum social mondial

La réflexion sur la possibilité d'organiser un Forum social québécois fut amorcée il y a déjà longtemps. Depuis 2005, des membres d'AlterUQAM se trouvent au cœur de l'initiative en partageant leur expérience des forums sociaux et en participant directement dans les différents comités d'organisation.

D'autre part, le Collectif AlterUQAM sera une fois de plus parmi les groupes qui se réuniront au Forum social mondial pour débattre de la problématique de la recherche-activiste et du rôle de l'Université dans la société civile. En collaboration avec une délégation de professeurs de l'UQAM, avec différentes organisations affiliées au Réseau international des chercheurs activistes (INoSA⁵), l'activité organisée à Nairobi portera directement sur le rôle des chercheurs activistes dans le processus des forums sociaux (voir encadré). Avec une telle participation des gens de l'UQAM, l'objectif sera non seulement de justifier la présence académique au forum par un apport concret dans le débat, mais surtout de constituer l'élément subversif qui puisse, à partir d'ici même, stimuler la réflexion sur le monde auquel nous aspirons.

5- L'auteur aimerait spécialement remercier Maryse Potvin, professeure au département de l'éducation, ainsi que la délégation UQAM pour leur contribution à l'organisation de cet atelier.

Chercheurs activistes et mouvement altermondialiste. Construire des ponts.

Présenté au Forum social mondial de Nairobi par AlterUQAM, la délégation UQAM et le réseau INoSA

Depuis ses débuts en 2001, le Forum social mondial a constitué un espace de débat et de partage d'idées. Le consensus sur la possibilité de créer un monde plus démocratique, juste et pacifique a depuis évolué vers une discussion autour des opportunités opérationnelles disponibles pour réaliser cet objectif. Mais puisque la complexité du monde se reflète dans chaque enjeu, c'est dans un ordre divers que les acteurs, les mouvements et les participants au FSM ont proposé des approches. Il en ressort maintenant que les « actions » et les « stratégies » devraient devenir des priorités, bien que les débats et les idées restent au centre du processus, et il est donc généralement accepté que le forum de Nairobi doit constituer une étape importante dans cette direction.

Or, des chercheurs activistes de partout dans le monde ont joué un rôle essentiel très tôt dans le processus du FSM et se réunissent de plus en plus dans les forums autant pour des intérêts de recherche qu'en fonction de leurs valeurs de justice sociale. Dans le contexte d'un engagement envers le processus du forum, les chercheurs activistes devraient aussi interroger leurs propres positions envers la quête d'actions et de stratégies devant aider à la construction d'un ordre du monde plus pacifique et incubateur de pratiques démocratiques et de dialogue.

À partir de ces considérations, et se basant également sur les discussions et débats antérieurs menés au sein du réseau INoSA, la conférence proposée abordera les questions suivantes :

- Quelle est la place et le rôle des chercheurs dans le processus du FSM ?
- Comment faire de la recherche sur le FSM de manière à aider le mouvement altermondialiste à construire un monde meilleur ?
- Quelles sont les actions spécifiques et les stratégies que les chercheurs activistes peuvent mettre en œuvre dans leur contexte et avec les mouvements sociaux locaux ?
- Comment un réseau de chercheurs activistes peut-il être efficace et utile dans le contexte décrit ci-haut ?

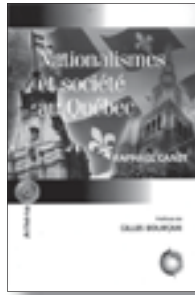
Publications de la Chaire



Fédéralisme et mondialisation
L'avenir de la démocratie et de la citoyenneté
sous la direction
de Jules Duchastel



La nation en débat
Entre modernité et post-modernité
sous la direction
de Raphaël Canet
et Jules Duchastel



Nationalisme et société au Québec
Raphaël Canet



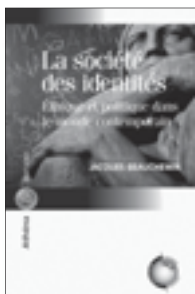
L'énigme argentine
Images d'une société en crise
Victor Armony



Ambitions libérales et écueils politiques
Réalizations et promesses du gouvernement
Charest Gérard Boismenu,
Pascale Dufour,
Denis Saint-Martin



La régulation néolibérale
Crise ou ajustement?
sous la direction de
Raphaël Canet
et Jules Duchastel



La société des identités
Éthique et politique dans le monde contemporain
Jacques Beauchemin



Un monde sans gouvernail
Enjeux de l'eau douce
Sylvie Paquerot



Crise de l'État, revanche des sociétés
sous la direction de
Jules Duchastel et
Raphaël Canet

Membres de la Chaire MCD

Titulaire

Jules Duchastel

Directeurs de recherche

Victor Armony
Jacques Beauchemin
Gilles Bourque
Éric Pineault

Agent de recherche

Pierre-Paul St-Onge, coordonnateur

Secrétaire de direction

Sophie Grenier

Les chercheurs adjoints

René Audet
Catherine Beaupré-Laforest
Francis Boilard
Simon Charbonneau
Benoît Coutu
Brice Armand Davakan
Dimitri della Faille
Frantz Gheller
Jean-Marie Lafortune
Karine Leclerc
Marie-Nathalie Martineau
Simon Perrault
Julia Posca
Mathieu St-Onge
Fanny Theurillat-Cloutier

Les chercheurs associés

Louise Beaudoin
Raphaël Canet
Christine Couvrat
Vincent Fournier
Jean-François Lessard
Sylvie Paquerot

Les postdoctorants

Martin Breaugh
Jorge Lazo Cividanes
Michaelangelo Misuraca

Coordonnées

Nous sommes situés au pavillon Thérèse-Casgrain
Bureau W-5010
455, boul. René-Lévesque Est
Montréal (Québec) Canada H2L 4Y2
Adresse postale :
Université du Québec à Montréal
C.P. 8888, succursale Centre-Ville
Montréal (Québec) Canada H3C 3P8
Téléphone : (514) 987-3000 poste 3366
Télécopieur : (514) 987-7870
www.chaire-mcd.ca

Responsable de MCD : Pierre-Paul St-Onge
Responsable du graphisme : Sébastien Chion

Ont également participé à ce numéro :
Jules Duchastel, Victor Armony, René Audet, Raphaël
Canet, Brice Armand Davakan, Sophie Grenier, Julia Posca,
Éric Pineault

ISSN 1718-8148



Athéna
ÉDITIONS

athenaeditions.net

Les publications de la Chaire sont réalisées en
coédition avec Athéna Éditions